

RÈGLEMENT NUMÉRO 1162-13

Règlement concernant l'imposition des taux de taxation, compensations et tarifs pour l'exercice financier 2014

ATTENDU que le Conseil de la Ville de Marieville a adopté, le 17 décembre 2013, le budget de la municipalité pour l'exercice financier 2014;

ATTENDU que le Conseil de la Ville de Marieville doit déterminer les redevances municipales exigibles, conformément au budget adopté, ainsi que les modalités de paiement de ces redevances;

ATTENDU le décret 644-2000 daté du 1^{er} juin 2000 publié dans la Gazette officielle du Québec du 14 juin 2000, concernant le regroupement de la Ville de Marieville et de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir qui comporte des dispositions relatives à la taxation;

ATTENDU qu'un avis de motion pour la présentation du présent règlement a dûment été donné par Gilbert Lefort, conseiller, lors de la séance ordinaire du 3 décembre 2013;

LE CONSEIL ÉDICTE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 OBJET

Le présent règlement décrète les taux de la taxe foncière générale par catégorie d'immeubles, les taxes spéciales imposées par les différents règlements d'emprunt, la taxe spéciale imposée pour l'augmentation du fonds de roulement, les compensations pour les services d'égout, d'eau potable, d'enlèvement des ordures ménagères et de la collecte sélective, de la vidange des boues de fosses septiques et tous autres compensations et tarifs pour services municipaux ainsi que leur mode de paiement pour l'exercice financier 2014 pour la Ville de Marieville.

ARTICLE 3 BUT

Le présent règlement a pour but de fixer et de pourvoir au prélèvement des taxes, compensations et tarifs, pour l'exercice financier 2014, soit pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014.

ARTICLE 4 **DÉFINITIONS**

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions suivants signifient :

- a) Municipalité : Ville de Marieville;
- b) Unité de logement : Pièce ou groupe de pièces communicantes ayant une entrée distincte, servant ou destinée à servir de résidence ou de domicile à une ou plusieurs personnes et où l'on peut généralement préparer et consommer des repas, vivre et dormir et comportant une installation sanitaire.

SECTION 1 **TAXES FONCIÈRES GÉNÉRALES**

ARTICLE 5 **CATÉGORIES D'IMMEUBLES**

Les catégories d'immeubles pour lesquelles la Municipalité fixe plusieurs taux de la taxe foncière générale, afin de défrayer le coût des opérations courantes, sont les suivantes :

- 1^o catégorie résiduelle (incluant les exploitations agricoles enregistrées (EAE));
- 2^o catégorie des immeubles non résidentiels;
- 3^o catégorie des immeubles industriels;
- 4^o catégorie des immeubles de six logements et plus;
- 5^o catégorie des terrains vagues desservis.

Une unité d'évaluation peut appartenir à plusieurs catégories.

ARTICLE 6 **TAUX DE BASE**

Le taux de base est fixé à 0,73 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation.

ARTICLE 7 **TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE RÉSIDUELLE**

Conséquemment à l'article 6, le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie résiduelle est fixé à 0,73 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et sera prélevée sur tous les biens-fonds imposables appartenant à la catégorie résiduelle sur le territoire de la municipalité.

ARTICLE 8 **TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES IMMEUBLES NON RÉSIDENTIELS**

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles non résidentiels est fixé à 1,33 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et sera prélevée sur tous les biens-fonds imposables appartenant à la catégorie des immeubles non résidentiels sur le territoire de la municipalité.

**ARTICLE 9 TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES
IMMEUBLES INDUSTRIELS**

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles industriels est fixé à 1,49 \$ du 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et sera prélevée sur tous les biens-fonds imposables appartenant à la catégorie des immeubles industriels sur le territoire de la municipalité.

**ARTICLE 10 TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES
IMMEUBLES DE SIX LOGEMENTS ET PLUS**

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles de six logements et plus est fixé à 0,80 \$ du 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et sera prélevée sur tous les biens-fonds imposables appartenant à la catégorie des immeubles de six logements et plus sur le territoire de la municipalité.

**ARTICLE 11 TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES TERRAINS
VAGUES DESSERVIS**

Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des terrains vagues desservis est fixé à 1,00 \$ du 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et sera prélevée sur tous les biens-fonds imposables appartenant à la catégorie des terrains vagues desservis sur le territoire de la municipalité.

ARTICLE 12 APPROPRIATION

Les taux de la taxe foncière générale sont établis en tenant compte d'une appropriation d'un montant de 824 205 \$, et ce, à même le surplus libre de la nouvelle Ville de Marieville, qui a été affecté au budget de l'exercice financier 2014.

**SECTION 2
COMPENSATIONS POUR SERVICES MUNICIPAUX
DE CERTAINS IMMEUBLES NON IMPOSABLES**

**ARTICLE 13 IMMEUBLE VISÉ PAR LE PARAGRAPHE 10^o DE
L'ARTICLE 204 (1) DE LA LOI SUR LA FISCALITÉ
MUNICIPALE**

Une compensation pour services municipaux est imposée et prélevée, pour l'année 2014, à l'égard de tout immeuble situé sur le territoire de la municipalité et visé au paragraphe 10^o du premier alinéa de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q., c. F-2.1) au taux de 0,60 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation.

ARTICLE 14 **IMMEUBLE VISÉ PAR LE PARAGRAPHE 5^o DE
L'ARTICLE 204 (1) DE LA LOI SUR LA FISCALITÉ
MUNICIPALE**

Une compensation pour services municipaux est imposée et prélevée, pour l'année 2014, à l'égard de tout immeuble situé sur le territoire de la municipalité visé au paragraphe 5^o du premier alinéa de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q., c. F-2.1), au taux de 0,90 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation.

SECTION 3
**COMPENSATION ET TARIF POUR LE SERVICE MUNICIPAL DE
DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE**

ARTICLE 15 **IMMEUBLES NON MUNIS DE COMPTEURS D'EAU ET
SITUÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ**

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à la fourniture et à l'usage de l'eau potable, à l'opération, à l'entretien du réseau d'eau potable et à l'entretien et à l'opération du réservoir d'eau potable et ses composantes pour les immeubles non munis d'un compteur situés sur le territoire de la municipalité, une compensation annuelle de 110 \$ est imposée et sera prélevée par unité de logement, d'habitation, de commerce, d'industrie, de bureau ou de local ou d'autre établissement, sis sur le territoire de la municipalité et desservis par le système municipal d'eau potable.

Toutefois, afin de pourvoir aux dépenses relatives à la fourniture et à l'usage de l'eau potable, à l'opération, à l'entretien du réseau d'eau potable et à l'entretien et à l'opération du réservoir d'eau potable et ses composantes pour les immeubles situés sur le territoire de la municipalité dont le code d'utilisation est «15 - *Habitation en commun*» et qui sont non munis d'un compteur, une compensation annuelle de 40 \$ est imposée et sera prélevée par chambre.

Dans le cas d'un local commercial situé dans une résidence, la compensation pour le local commercial est imposée seulement si le local commercial possède une salle d'eau ou tout autre équipement de plomberie tels, notamment, lavabo ou prise d'eau.

Dans le cas d'un logement bigénérationnel, si l'occupant de la résidence unifamiliale a signé une *Déclaration de l'occupant d'un logement bigénérationnel*, à l'effet qu'il est l'ascendant ou le descendant du propriétaire et a transmis cette déclaration au service de la Trésorerie de la Municipalité entre le 1^{er} septembre et le 30 septembre 2013, pour la taxation 2014, ce logement sera alors exempté de la compensation. Cette déclaration est disponible au service de la Trésorerie et sera exigée à chaque année.

ARTICLE 16 **IMMEUBLES MUNIS DE COMPTEURS D'EAU ET SITUÉS
SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ**

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à la fourniture et à l'usage de l'eau potable, à l'opération, à l'entretien du réseau d'eau potable et à l'entretien et à l'opération du réservoir d'eau potable et ses composantes pour les immeubles munis d'un compteur situé sur le territoire de la municipalité, une compensation annuelle de 110 \$ est imposée et sera prélevée par unité de logement, d'habitation, de commerce, d'industrie, de bureau ou de local ou d'autre établissement, sis sur le territoire de la municipalité et desservis par le système municipal d'eau potable à l'égard des premiers 75 000 gallons impériaux d'eau utilisés.

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à la fourniture et à l'usage de l'eau potable, à l'opération, à l'entretien du réseau d'eau potable et à l'entretien et à l'opération du réservoir d'eau potable et ses composantes pour les immeubles munis d'un compteur sur le territoire de la municipalité, un tarif est imposé et sera prélevé à raison de 1,37667 \$ pour chaque 1 000 gallons impériaux indiqués au compteur à l'égard de l'excédent des premiers 75 000 gallons impériaux d'eau utilisés comme ayant été consommée par le ou les occupants d'un immeuble sis sur le territoire de la municipalité et desservi par le système municipal d'eau potable.

ARTICLE 17 **IMMEUBLES MUNIS DE COMPTEURS D'EAU ET SITUÉS
HORS DU TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ**

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à la fourniture et à l'usage de l'eau potable, à l'opération, à l'entretien du réseau d'eau potable et à l'entretien et à l'opération du réservoir d'eau potable et ses composantes pour les immeubles munis d'un compteur d'eau et situés hors du territoire de la municipalité, une compensation annuelle de 268,25 \$ est imposée et sera prélevée par unité de logement, d'habitation, de commerce, d'industrie, de bureau ou de local ou d'autre établissement, hors du territoire de la municipalité et desservis par le système municipal d'eau potable à l'égard des premiers 75 000 gallons impériaux d'eau utilisés.

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à la fourniture et à l'usage de l'eau potable, à l'opération, à l'entretien du réseau d'eau potable et à l'entretien et à l'opération du réservoir d'eau potable et ses composantes pour les immeubles munis d'un compteur hors du territoire de la municipalité, un tarif est imposé et sera prélevé à raison de 1,37667 \$ pour chaque 1 000 gallons impériaux indiqués au compteur à l'égard de l'excédent des premiers 75 000 gallons impériaux d'eau utilisés comme ayant été consommés par le ou les occupants d'un immeuble sis hors du territoire de la municipalité et desservi par le système municipal d'eau potable.

SECTION 4
COMPENSATION ET TARIF POUR LE SERVICE D'ÉGOUT

ARTICLE 18 **IMMEUBLES NON MUNIS DE COMPTEURS D'EAU ET
SITUÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ**

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à l'opération de l'usine d'épuration des eaux usées, des stations de pompage et du réseau d'égout et ses composantes pour les immeubles non munis d'un compteur, une compensation annuelle de 133 \$ est imposée et sera prélevée par unité de logement, d'habitation, de commerce, d'industrie, de bureau ou de local ou d'autre établissement, sis sur le territoire de la municipalité et desservis par le système municipal d'égout.

Toutefois, afin de pourvoir aux dépenses relatives à l'opération de l'usine d'épuration des eaux usées, des stations de pompage et du réseau d'égout et ses composantes pour les immeubles situés sur le territoire de la municipalité dont le code d'utilisation est « 15 - *Habitation en commun* » et qui sont non munis d'un compteur, une compensation annuelle de 51 \$ est imposée et sera prélevée par chambre.

Dans le cas d'un local commercial situé dans une résidence, la compensation pour le local commercial est imposée seulement si le local commercial possède une salle d'eau ou tout autre équipement de plomberie tels, notamment, lavabo ou prise d'eau.

Dans le cas d'un logement bigénérationnel, si l'occupant de la résidence unifamiliale a signé une *Déclaration de l'occupant d'un logement bigénérationnel*, à l'effet qu'il est l'ascendant ou le descendant du propriétaire et a transmis cette déclaration au service de la Trésorerie de la Municipalité entre le 1^{er} septembre et le 30 septembre 2013, pour la taxation 2014, ce logement sera alors exempté de la compensation. Cette déclaration est disponible au service de la Trésorerie et sera exigée à chaque année.

ARTICLE 19 **IMMEUBLES MUNIS DE COMPTEURS D'EAU ET SITUÉS
SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ**

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à l'opération de l'usine d'épuration des eaux usées, des stations de pompage et du réseau d'égout et ses composantes pour les immeubles munis d'un compteur sur le territoire de la municipalité, une compensation annuelle de 133 \$ est imposée et sera prélevée par unité de logement, d'habitation, de commerce, d'industrie, de bureau ou de local ou d'autre établissement, sis sur le territoire de la municipalité et desservis par le système municipal d'égout à l'égard des premiers 100 000 gallons impériaux d'eau rejetés.

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à l'opération de l'usine d'épuration des eaux usées, des stations de pompage et du réseau d'égout et ses composantes pour les immeubles munis d'un compteur sur le territoire de la municipalité, un tarif est imposé et sera prélevé à raison de 1,94171 \$ par gallon impérial d'eau indiqué au compteur à l'égard de l'excédent des premiers 100 000 gallons impériaux d'eau rejetés comme ayant été consommés par le ou les occupants d'un immeuble sis sur le territoire de la municipalité et desservi par le système municipal d'égout.

Dans le cas des établissements industriels utilisant un système de pré-traitement, des eaux usées le tarif est diminué en conséquence, selon l'entente en vigueur.

SECTION 5
**COMPENSATION POUR L'ENLÈVEMENT DES ORDURES
MÉNAGÈRES ET POUR LA COLLECTE SÉLECTIVE**

ARTICLE 20 **COMPENSATION POUR L'ENLÈVEMENT, LE
TRANSPORT ET L'ÉLIMINATION DES ORDURES
MÉNAGÈRES**

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à l'enlèvement, le transport et la disposition des ordures ménagères et rebuts encombrants, une compensation annuelle de 102,16 \$ est imposée et sera prélevée par unité de logement, d'habitation, de commerce, d'industrie, de bureau ou de local ou d'autre établissement, sise sur le territoire de la municipalité.

Pour tout immeuble à usage mixte, c'est-à-dire qui comprend à la fois une partie à usage résidentiel et une partie à usage non résidentiel, la compensation est exigible pour chaque unité de logement, d'habitation, de bureau ou de local, ou de tout autre établissement et ce, indépendamment du fait que la résidence privée soit située dans la même bâtisse que le commerce, le bureau, le local ou l'autre établissement, à l'exception d'un immeuble unifamilial à usage mixte dont la classe d'identification de la catégorie d'immeuble non résidentiel est de quatre (4) ou moins. Dans ce dernier cas, une seule compensation par logement est fixée pour cet immeuble.

Cette compensation est exigible que le service soit utilisé ou non. Toutefois, le propriétaire d'une unité de logement de type « condo », le propriétaire d'un immeuble à usage résidentiel de six (6) logements et plus, ainsi que tout propriétaire d'un immeuble à usage commercial ou industriel peuvent demander le remboursement de la présente compensation s'ils démontrent à la municipalité qu'ils détiennent un contrat particulier avec toute compagnie reconnue.

Le propriétaire qui désire se prévaloir de la demande de remboursement doit présenter le contrat annuel conclu avec la compagnie responsable de la l'enlèvement, le transport et l'élimination des ordures ménagères et d'une preuve de paiement. La demande de remboursement doit être transmise à la Municipalité accompagnée des pièces justificatives, entre le 1^{er} et le 30 septembre 2014.

Dans le cas d'un logement bigénérationnel, si l'occupant de la résidence unifamiliale a signé une *Déclaration de l'occupant d'un logement bigénérationnel*, à l'effet qu'il est l'ascendant ou le descendant du propriétaire et a transmis cette déclaration au service de la Trésorerie de la Municipalité entre le 1^{er} septembre et le 30 septembre 2013, pour la taxation 2014, ce logement sera alors exempté de la compensation. Cette déclaration est disponible au service de la Trésorerie et sera exigée à chaque année.

ARTICLE 21 COMPENSATION POUR LA COLLECTE SÉLECTIVE

Afin de pourvoir aux dépenses relatives à la collecte sélective, une compensation annuelle de 54,08 \$ est imposée et sera prélevée par unité de logement, d'habitation, de commerce, d'industrie, de bureau ou de local ou d'autre établissement, sise sur le territoire de la municipalité.

Pour tout immeuble à usage mixte, c'est-à-dire qui comprend à la fois une partie à usage résidentiel et une partie à usage non résidentiel, la compensation est exigible pour chaque unité de logement, d'habitation, de bureau ou de local, ou de tout autre établissement et ce, indépendamment du fait que la résidence privée soit située dans la même bâtisse que le commerce, le bureau, le local ou l'autre établissement, à l'exception d'un immeuble unifamilial à usage mixte dont la classe d'identification de la catégorie d'immeuble non résidentiel est de quatre (4) ou moins. Dans ce dernier cas, une seule compensation par logement est fixée pour cet immeuble.

Cette compensation est exigible que le service soit utilisé ou non. Toutefois, le propriétaire d'une unité de logement de type « condo », le propriétaire d'un immeuble à usage résidentiel de six (6) logements et plus, ainsi que tout propriétaire d'un immeuble à usage commercial ou industriel peuvent demander le remboursement de la présente compensation s'ils démontrent à la municipalité qu'ils détiennent un contrat particulier avec toute compagnie reconnue et acceptant les matières recyclables identifiées dans la Charte des matières recyclables de la collecte sélective élaborée par Recyc-Québec et le comité conjoint sur les matières recyclables de la collecte sélective (comité formé des intervenants jouant un rôle en matière de récupération et de recyclage au Québec).

Le propriétaire qui désire se prévaloir de la demande de remboursement doit présenter le contrat annuel conclu avec la compagnie responsable de la collecte sélective et d'une preuve de paiement. La demande de remboursement doit être transmise à la Municipalité accompagnée des pièces justificatives, entre le 1^{er} et le 30 septembre 2014.

Dans le cas d'un logement bigénérationnel, si l'occupant de la résidence unifamiliale a signé une *Déclaration de l'occupant d'un logement bigénérationnel*, à l'effet qu'il est l'ascendant ou le descendant du propriétaire et a transmis cette déclaration au service de la Trésorerie de la Municipalité entre le 1^{er} septembre et le 30 septembre 2013, pour la taxation 2014, ce logement sera alors exempté de la compensation. Cette déclaration est disponible au service de la Trésorerie et sera exigée à chaque année.

Dans le cas des unités où s'exercent des usages de nature industrielle, commerciale ou institutionnelle sise sur le territoire de la municipalité qui se prévalent du service de conteneurs en vertu du « *Règlement numéro 266-11 sur la collecte sélective des matières recyclables* » de la Municipalité régionale de comté de Rouville, une compensation annuelle de 1 253,71 \$ est imposée et sera prélevée pour un conteneur de 4 verges cubes et une compensation annuelle de 1 359,29 \$ est imposée et sera prélevée pour un conteneur de 6 verges cubes.

SECTION 6

COMPENSATION POUR LE SERVICE DE VIDANGE PÉRIODIQUE DES BOUES DE FOSSES SEPTIQUES

ARTICLE 22 COMPENSATION POUR LE SERVICE DE VIDANGE PÉRIODIQUE DES BOUES DE FOSSES SEPTIQUES

Afin de pourvoir aux dépenses relatives au service de vidange périodique des boues des installations septiques qui est effectué aux deux (2) ans, une compensation annuelle de 73,58 \$ est imposée et sera prélevée sur tout immeuble sur lequel est érigé une résidence isolée et non raccordée au réseau d'égout municipal et ce, indépendamment que les installations septiques soient conformes ou non au *Règlement sur le traitement des eaux usées des résidences isolées* (R.R.Q., c.Q-2, r.22) et ses modifications subséquentes, le tout conformément au *Règlement numéro 267-12 sur la vidange périodique des boues de fosses septiques* de la Municipalité régionale de comté de Rouville et ses amendements. La compensation annuelle de 73,58 \$ représente 50 % du coût total du service de vidange périodique des boues de fosses septiques, l'autre 50 % du coût total ayant été imposé et prélevé au cours de l'année 2013.

Toutefois, seules sont exclues de cette compensation pour le service de vidange des boues de fosses septiques, les propriétés munies d'un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet dûment installé en conformité avec le règlement 1138-10 intitulé « *Règlement relatif à l'entretien des installations septiques avec systèmes de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet sur le territoire de la Ville de Marieville* » et n'ayant pas été vidangée durant l'année 2013.

SECTION 7

TAXES SPÉCIALES

ARTICLE 23 TAXES SPÉCIALES IMPOSÉES PAR LES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT

Il est imposé et il sera prélevé des taxes spéciales aux taux fixés afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles des différents règlements d'emprunt, adoptés par l'ancienne Ville de Marieville et par la nouvelle Ville de Marieville, et pour lesquels le remboursement n'est pas complété. Lesdits taux apparaissent à l'annexe « A » jointe au présent règlement.

ARTICLE 24 TAXE SPÉCIALE POUR AUGMENTER LE FONDS DE ROULEMENT

Il est imposé et il sera prélevé sur tous les biens-fonds imposables sur le territoire de la municipalité, une taxe spéciale de 0,01859 \$ par 100 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation afin d'augmenter le fonds de roulement de la Ville.

ARTICLE 25 APPROPRIATION

Les taux des taxes spéciales sont établis en tenant compte d'une appropriation d'un montant de 914,06 \$ à même le solde disponible du règlement 1110-08.

**SECTION 8
MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**

ARTICLE 26 APPLICATION

Les règles prescrites dans le présent règlement s'appliquent à toutes taxes ou compensations que la Municipalité perçoit.

ARTICLE 27 COMPENSATION ET TARIFS PAYABLES PAR LE PROPRIÉTAIRE

Les compensations et tarifs édictés par le présent règlement doivent être payés par le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble.

ARTICLE 28 CONSOMMATION MESURÉE AU COMPTEUR

Les compensations pour les services de distribution d'eau potable et d'égout, visant les usagers qui ont un compteur d'eau, sont facturées selon les modalités prévues au règlement numéro 1145-11 intitulé « *Règlement sur les compteurs d'eau* ».

ARTICLE 29 NOUVEAUX USAGERS DES SERVICES MUNICIPAUX

Pour toute nouvelle construction sur le territoire de la municipalité, les compensations et tarifs pour les services de distribution d'eau potable, d'égout, d'enlèvement, de transport et d'élimination des ordures ménagères, de collecte sélective et de vidange périodique des boues de fosses septiques sont facturés au prorata des jours d'utilisation d'un de ces services, à compter de la plus rapprochée des dates suivantes, savoir :

- à la fin des travaux; ou
- à la date d'occupation.

ARTICLE 30 PAIEMENT DES COMPTES EN UN OU PLUSIEURS VERSEMENTS

Tout compte de taxes, compensations et tarifs dont le total est inférieur à 300 \$ doit être payé en un seul versement, le, ou avant le, 30^e jour qui suit l'expédition du compte.

Tout compte de taxe, compensations et tarifs dont le total est égal ou supérieur à 300 \$, doit être payé, au choix du débiteur, en un (1), deux (2), trois (3) ou quatre (4) versements égaux selon les modalités suivantes :

- le premier versement doit être payé le, ou avant le, 30^e jour qui suit l'expédition du compte;
- le deuxième versement doit être payé le, ou avant le, 60^e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement;
- le troisième versement doit être payé le, ou avant le, 60^e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le deuxième versement;
- le quatrième versement doit être payé le, ou avant le, 60^e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le troisième versement.

ARTICLE 31 EXIGIBILITÉ

Lorsqu'un versement n'est pas fait dans le délai prévu au présent règlement, seul le montant du versement échu est alors exigible.

ARTICLE 32 INTÉRÊTS

Les taxes, compensations et tarifs dus portent intérêt à raison de 12 %, par an, à compter de l'expiration du délai pendant lequel ils doivent être payés.

ARTICLE 33 CHÈQUE REFUSÉ

Lorsqu'un chèque ou un autre ordre de paiement est remis à la Municipalité et que le paiement est refusé par le tiré, des frais d'administration de 15 \$ sont réclamés au tireur du chèque ou de l'ordre, et ce, en sus des intérêts exigibles.

SECTION 9 ENTRÉE EN VIGUEUR

ARTICLE 34 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

Adopté le 17 décembre 2013.

(Signature) Gilles Delorme

Gilles Delorme,
Maire

(Signature) Nancy Forget

Me Nancy Forget, OMA, avocate
Greffière

ANNEXE A

LISTE DES TAUX DES TAXES SPÉCIALES POUR L'ANNÉE 2014

NUMÉRO DE RÈGLEMENT	DESCRIPTION	TAUX DE TAXES	MESURE
627-89	Assainissement des eaux	0,00115	100 \$ d'évaluation
768-99	Alix-Du Mesnil, Ouellette, Sainte-Marie (trottoirs, bordures)	7,97937	Frontage au mètre
768-99	Ouellette (branchements égouts, eau potable)	8,32925	Frontage au mètre
773	Usagers aqueduc	0,00122	100 \$ d'évaluation
773	Usagers égouts	0,00670	100 \$ d'évaluation
773	Usagers potentiels – égouts	0,08776	100 \$ d'évaluation
1017-01	Assainissement des eaux et station de pompage Ouellette	0,00236	100 \$ d'évaluation
1018-01	Réservoir eau potable	0,00328	100 \$ d'évaluation
1039-02	Rodolphe-Fournier, Bourdages (égouts, eau potable, rue, bordures, éclairage)	51,96008	Frontage au mètre
1040-02	Dugal (éclairage)	107,40	Unité
1040-02	Dugal, Marcoux (bordures, trottoirs)	182,27	Unité
1042-03	Ovila-J.-B.-Goyette, H.-E.-Bryant (pavage et éclairage)	192,71	Unité
1042-03	Ovila-J.-B.-Goyette, H.-E.-Bryant (bordures)	5,14378	Frontage au mètre
1058-03	Zone blanche – secteur Ouest :		
	Bassin 1 (aqueduc)	0,18078	Superficie
	Bassin 2 (aqueduc)	0,20211	Superficie
	Bassin 3 (rue Ouellette)	105,70065	Frontage
	Bassin 4 (aqueduc et égout)	0,36335	Superficie
	Bassin 5 (égout sanitaire)	0,07716	Superficie
	Bassin 7 (station de pompage)	0,11984	Superficie
	Bassin 8 (surdimensionnement)	65,14	Unité
1062-04	Église (égout sanitaire et eau potable)	856,03	Unité
1063-04	Saint-Césaire (égout sanitaire et eau potable)	10,21322	Frontage au mètre
1089-06	rue Bernard (Domaine du parc, phase II)	35,6009	Frontage
1085-05	Domaine du parc, phase I		
	Bassin 1 (aqueduc, égout, voirie : rue Robidoux)	0,73349	Superficie
	Bassin 2 (raccordement rue Ouellette)	0,09272	Superficie
	Bassin 3 (aqueduc, égout, voirie Domaine du parc)	1,26245	Superficie
1101-07	Avenue industrielle		
	Bassin 1 (égout sanitaire et aqueduc)	1 372,81	Unité
	Bassin 2 (égout pluvial et fondation de rue)	2 126,00	Unité
1102-07	Domaine des Ruisseaux, phase 1A		
	Bassin 1 (pavage et bordures)	18,65999	Frontage
	Bassin 2 (éclairage)	83,21042	Unité
	Bassin 3 (surdimensionnement)	0,20234	Superficie
	Bassin 4 (surdimensionnement)	0,05105	Superficie
	Bassin 5 (surdimensionnement)	0,03447	Superficie
1110-08	Domaine des Ruisseaux, phase 1B		
	Bassin 1 (pavage et bordures)	17,54999	Frontage
	Bassin 2 (éclairage)	118,15	Unité
	Bassin 3 (surdimensionnement)	0,13119	Superficie

NUMÉRO DE RÉGLEMENT	DESCRIPTION	TAUX DE TAXES	MESURE
1124-09	Bassin 1 (aqueduc)	100,60	Unité
	Bassin 1.1 (égout sanitaire)	120,88	Unité
	Bassin 2 (égout pluvial)	0,16883	Superficie
	Bassin 3 (surdimensionnement)	20,97	Unité
	Bassin 4 (surdimensionnement)	0,05271	Superficie
1134-10	Bassin 1 (pavage et bordures)	20,19113	Frontage
	Bassin 2 (éclairage)	124,10	Unité
1142-10	Bassin 1 (pavage et bordures)	15,36024	Frontage
	Bassin 2 (éclairage)	89,53	Unité
	Bassin 3 (trottoirs, parcs et surdimensionnement)	0,06482	Superficie
	Bassin 4 (surdimensionnement)	0,00912	Superficie
	Bassin 5 (surdimensionnement)	0,01997	Superficie
	Service de dette (R)	0,06983	100 \$ d'évaluation
	Service de dette (Marieville)	0,02633	100 \$ d'évaluation

Règlement 1162-13, section 7, article 23